Numéro 136
samedi
26 avril 1980
Prix : 1 F

12, rue Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Journée d'action C.g.t : elle a traduit une poussée unitaire • Economie : Giscard et Barre ne sont plus crédibles • Enseignement : après la grève, Beullac devra reculer • Corse : vous avez dit fraude électorale ? • Radios pseudo-locales : du centralisme mal camouflé • Municipalités de gauche : aujourd'hui, Chambéry • Grosses dépenses : pourquoi la santé trinque encore

Carter joue avec la paix, Brejnev la défie

Convention P.s sur la situation internationale

Comment les observateurs et les raconteurs de la vie politique française vont-ils observer et raconter la convention nationale du P.s qui occupera le prochain week-end ? Ils auront en tout cas tous les moyens de voir, d'entendre et de comprendre puisque les débats seront ouverts à la presse. A en juger par la plupart des commentaires qui ont été faits jusqu'ici sur les média, il semble que leur regard se porte plus et trop à côté de l'essentiel.

L'objet principal de cette convention est, en effet, l'examen de la situation internationale. Toute la journée de samedi y sera consacrée. C'est pour cela qu'elle a été convoquée. Et elle a été préparée par de nombreux débats approfondis dans les sections et les fédérations.

Les exigences de la vie du parti ont ensuite conduit à inscrire à son ordre du jour deux autres points qui seront traités le dimanche matin : candidatures aux élections sénatoriales et calendrier interne pour la préparation des présidentielles.

Pour les sénatoriales, il ne s'agit que de la validation des candidats désignés par les militants de chaque département concerné, sauf à régler quelques contestations ou cas litigieux.

En ce qui concerne les présidenteilles, le rôle de la convention consiste à fixer les étapes, en application du règlement intérieur : date d'ouverture et de clôture des dépôts de candidatures, délais de discussion dans le parti, puis congrès de désignation. La majorité souhaite que le point de départ de cette procédure ne soit pas fixé avant l'automne, afin d'éviter de faire vivre le parti pendant des mois de campagne électorale, alors qu'il a bien d'autres choses à faire.

D'ailleurs, le résultat de l'élection de 1981 dépendra plus que de tout autre chose, de la capacité des socialistes à intervenir et à agir là où se joue le sort des Françaises et des Français. Qui comprendrait dans la situation présente que le temps soit perdu et les énergies gaspillées en des combats incertains ?

La majorité du P.s, rassemblée sur une ligne stratégique, un projet de société, un programme, ne se laissera pas détourner sur des voies de traverse. Elle dira le moment venu quel est celui des siens qui garantit le mieux la fidélité à ses choix et l'unité des socialistes.

D'ici là, elle se consacrera à ses tâches. Une de celles qui s'offrent aujourd'hui est la réflexion collective sur l'état du monde. Plus nécessaire que jamais. Au moment où l'Amérique de Carter menace la paix et où la Russie soviétique la défie «le monde extérieur pèse plus lourdement sur nous - a écrit Lionel Jospin - nous devons approfondir notre engagement internationaliste».

Georges Fillioud

épinglé

« L'époque de la centralisation aveugle est révolue »

Raymond Barre, à l'occasion du deuxième anniversaire du rattachement de la DATAR à ses services.

Affaire de Broglie : un nouveau magistrat

(voir page 2)

croqué



Le quai d'Orsay est rassuré :

«Les liaisons aériennes sont maintenues entre Paris et Moscou».

Le communiqué publié vendredi à la suite de la visite d'Andrei Gromyko à Paris, après, dit-on, douze heures d'entretiens est un modèle de creux.

Giscard a tenté un «coup». Il a échoué. Parce qu'il s'est heurté à un mur. La preuve :

«Les conversations entre M. M. Valéry Giscard d'Estaing et Andrei Gromyko, ont donné lieu à des échanges de vues, francs et approfondis». C'est tout, c'est clair.

Par ailleurs, François-Poncet et Gromyko «ont passé en revue différents aspects des relations bi-latérales franco-soviétiques dans les domaines économique, scientifique et culturel. Ils ont souhaité qu'elles puissent continuer à se développer».

«Les deux ministres se sont concentrés sur l'examen de l'état actuel des relations internationales. Dans ce contexte, chaque partie a exposé ses vues sur l'affaire d'Afghanistan».

«Les deux ministres ont examiné l'état de préparation et la perspective de la réunion de Madrid. Ils ont formulé l'espoir que cette réunion se tienne dans un climat qui permette d'aboutir à des résultats utiles et donc d'en assurer le succès».

«En ce qui concerne, notamment, les aspects militaires de la sécurité et le désarmement en Europe, les deux parties ont exprimé le voeu qu'un mandat soit adopté à Madrid pour une conférence à ce sujet. Les deux ministres ont rappelé la nécessité de mesures effectives et vérifiables de désarmement dans le monde».

«Les deux ministres se sont penchés sur la situation au Proche Orient ainsi que dans différentes régions d'Asie et d'Afrique. Les deux parties ont estimé que dans les circonstances actuelles, la visite en France M. A. Gromyko revêtait une importance particulière et elles ont exprimé leur accord sur l'intérêt qui s'attache à ce que le contact soit maintenu entre les deux pays».

POSITION

Dépenses de santé

Les comptes et mécomptes de la crise

par Guillaume Douze

La santé et plus généralement la protection sociale seraient-ils en passe de devenir un des lieux principaux de l'affrontement social ? Les signes ne manquent pas qui plaident en ce sens, dont les plus visibles sont le combat du ticket modérateur d'ordre public imposé par le gouvernement aux mutuelles et le projet de « médecines de classes» que le même gouvernement veut imposer au corps médical.

« Les dépenses de santé progressent trop vite. Idem pour les transferts sociaux. Il faut mettre un point d'arrêt». En gros, voilà à quoi se résume la pensée officielle telle que l'expriment par exemple Barrot, ministre de la Santé, ou Farge, son secrétaire d'Etat.

Socialiser les effets négatifs

Trop par rapport à quoi ? Ce qui est certain c'est que les dépenses de la Sécurité sociale - et plus largement le budget social de la Nation - tendent à augmenter leur part dans le produit intérieur brut. Mais que veut dire ce «trop» si l'on considère que le domaine social est celui où les effets de la crise économique se matérialisent sous forme de flux financiers : trente milliards au bas mot au titre de l'indemnisation du chômage et quelque vingt milliards de ressources amputées à la Sécurité sociale du fait indirect du chômage.

Sans compter les effets induits par la crise en matière d'alcoolisme ou de délinquance des jeunes par exemple.

Sans compter également que le pouvoir utilise les transferts sociaux comme un «amortisseur de crise», les prestations venant relayer des salaires directs dont les gains en pouvoir d'achat sont de plus en plus écornés.

De cette façon, la politique suivie par le pouvoir giscardien revient à socialiser les effets négatifs de la crise et à en privatiser les gains, que ce soit par les suppressions d'emplois (favorables à la productivité) ou la compression relative des salaires directs.

Il n'est pas possible aujourd'hui de parler de la Sécurité sociale en omettant ce fait capital. Evoquer le système hospitalier, la surconsommation pharmaceutique, la démographie médicale, sans les mettre en perspective de cette «socialisation silencieuse» relève de l'analyse parcellaire.

Pour autant, il faut bien admettre que le système de santé français pêche à certains égards. La pratique libérale de la médecine - fondée sur le paiement à l'acte - est susceptible d'entraîner des perversions. Le constat du dernier rapport de l'inspection générale des affaires sociales - «l'offre de soins stimule la demande : plus il y a de médecins plus il y a de malades» - peut signifier deux choses. Ou bien l'amélioration de la couverture médicale permet de satisfaire de vrais besoins qui ne pouvaient l'être jusque là, ou bien les médecins en viennent à créer de faux malades.

Difficile de trancher, mais le paiement à l'acte favorisera inévitablement à terme la deuxième hypothèse, compte tenu des perspectives de démographie médicale : un médecin pour 780 habitants en 1970, un pour 500 en 1980 et, prévoit-on, un pour 380 en 2000.

On en viendrait à trouver du bon à ce système de rémunération qui prévalait en Chine autrefois : le médecin était payé par ses patients uniquement lorsque ceux-ci étaient en bonne santé...

Autre problème plus fondamental, sur le plan financier celui-là ; notre système de santé est fondé davantage sur la réparation que sur la prévention. Liée à l'accroissement certain du nombre de médecins, une véritable politique de prévention de la maladie serait susceptible de procurer des économies substantielles pour la Sécurité sociale et une meilleure qualité de la vie pour les Français.

Ne pas mourir idiot

Mais ces quelques pistes doivent, pour se révéler fructueuses, être restituées dans un contexte qui veut qu'actuellement la Santé prend en charge, contrainte et forcée, les effets - ou les méfaits - des autres sphères. L'alcoolisme, les accidents du travail, le «désintérêt» pour le travail. Ces fameuses «demandes d'arrêts pour maladie» que reçoivent tous les médecins, sans qu'elles soient toujours motivées par des maladies bien réelles, ne sont pas que le fait de «tire-au-flanc». Ou alors sont des tire-au-flanc tous ceux qui ne veulent - ou ne peuvent - pas mourir idiot à servir une machine idiote.

Bref, la bataille de la Sécurité sociale qui vient de commencer met en jeu certains des fondements de notre société. Et pas seulement la défense, ô combien nécessaire, d'un niveau de protection égal pour tous.

C'est bien le moins dans le giscardisme ambiant, qui envoie à l'hôpital ou au médecin tous ceux dont la «rentabilité» est insuffisante.

Pour les socialistes, la santé ne se réduit pas à cette politique des laissés pour compte.

Affaire de Broglie

Chevalier devra être sans peur pour être sans reproche

L'arrêt rendu vendredi matin par la Chambre d'accusation de Paris précise la mission du nouvel enquêteur chargé d'un supplément d'information dans l'affaire de Broglie : s'assurer de l'existence des deux rapports de police faisant état de menaces sur la vie de l'ancien ministre, les verser au dossier, rechercher les conditions dans lesquelles ils avaient été établis, rechercher s'ils contiennent des éléments nouveaux pour l'instruction et, dans l'affirmative, à partir de ces éléments, procéder à toutes les investigations qui s'avèreraient utiles.

L'arrêt peut d'ailleurs être considéré comme élargissant le champ de l'enquête, puisqu'il précise la nécessité de «procéder à toutes auditions de témoins, interrogatoires, confrontations, perquisitions, saisies et généralement à tous actes d'instruction pour l'exécution de la mission impartie»..

Chargé de ce supplément d'information : André Chevalier conseiller à la Cour d'Appel et lui-même président de la Chambre d'accusation. Un magistrat de haut rang qui instruisit, en son temps, le dossier de la Garantie Foncière.

La réouverture du dossier retarde de plusieurs mois le procès, prévu à l'automne, des quatre inculpés toujours en détention

Mais compte tenu des moyens dont il dispose, le magistrat peut, s'il le souhaite et si on ne l'en empêche pas, achever sa mission avant l'hiver. Entendra-t-il les policiers dont la défense a demandé l'audition, par exemple MM. Ducret et Ottavioli ? Entendra-t-il Michel Poniatowski ? Et Christian Bonnet ? Va-t-il procéder à un supplément d'information «corseté», selon le mot de maître Lombard, ou diriger une enquête libre, ouverte et dynamique ?

Pierre Chevalier a déjà derrière lui une carrière brillante. Le voici chargé d'une procédure à laquelle les hommes du Président ont montré qu'ils entendaient faire obstacle par tous les moyens, et forcé de choisir entre la complicité avec le pouvoir et le service de l'Etat.

Tous nos voeux l'accompagnent... et notre vigilance.

Journée d'action C.g.t.

Manifestations unitaires

«Une très grande journée de lutte». C'est ainsi que la C.g.t saluait jeudi soir, dans un communiqué, la journée nationale d'action marquée notamment à Paris par un défilé de plusieurs dizaines de milliers de personnes et par des manifestations dans toutes les grandes villes.

Il semble que l'offensive verbale déclenchée par le gouvernement ces derniers jours et en particulier les déclarations de guerre de Barre et Beullac à l'adresse des enseignants aient manqué leur objectif : c'est dans le secteur public, et surtout dans l'enseignement primaire et secondaire que le mouvement a été le plus suivi.

Surtout, la journée a été marquée dans tous les secteurs par de nombreuses initiatives manifestant le développement d'un courant unitaire. Et touts ceux qui militent aux côtés des socialistes pour l'organisation d'un premier mai unitaire auront enregistré avec satisfaction l'appel lancé jeudi dans ce sens par la Commission nationale administrative de la F.e.n.

Enquête : municipalités de gauche

Francis Ampe à Chambéry :

«Travail solidaire, budgets votés et l'amitié parfois...»

Il n'est pas simple d'analyser la pratique de l'union de la gauche, uniquement à travers les difficultés qui peuvent surgir. Il faut d'abord dégager ce qui est dominant : pour Chambéry, ce qui domine très nettement, c'est le travail solidaire, les budgets votés à l'unanimité, l'amitié parfois qui s'est installée entre les élus de différents partis (P.s, P.c, M.r.g, P.s.u). C'est cela d'abord les résultats concrets d'une politique municipale d'union de la gauche.

On peut ensuite parler des difficultés qui ont pu surgir et principalement des rapports P.s - P.c, car ce sont eux, qui, aujourd'hui, sont sous les projecteurs. Il serait aussi utile d'évoquer les relations avec le M.r.g et le P.s.u.

Ce que je constate, c'est que pratiquement toutes les difficultés sont venues de l'extérieur du conseil municipal, principalement à travers l'hebdomadaire de la Fédération de Savoie du P.c.f. Ce journal, en effet, n'hésite pas à falsifier la vérité, mener des attaques personnelles frisant l'injure pour tenter de démontrer le prétendu «virage à droite» du Parti socialiste. Ce même journal, en outre, se fait tirer l'oreille pour appliquer les règles élémentaires du droit de réponse.

C'est ce double langage des communistes qui me parait aujourd'hui dramatique : unitaires en conseil municipal, casseurs de l'union et utilisant des méthodes indignes de la démocratie en dehors du conseil municipal. Face à ce double langage, quelle doit être la position nationale du Parti socialiste ? La question doit être posée.

Pour ma part, je pense que les socialistes doivent être d'une rigueur et d'une intransigeance absolue : respecter un contrat et riposter systématiquement aux attaques des communistes. Car la population et les électeurs de gauche ne s'y trompent pas ; ils sauront reconnaitre les véritables artisans de l'union de la gauche et de la transformation socialiste de notre société.

De toutes façons, la rupture de l'union de la gauche au niveau national, voulue par les communistes, prive nos conseils municipaux d'un certain nombre de perspectives politiques et entraîne une démobilisation des populations. C'est cela qui est grave.

Cette situation ne pourra pas durer éternellement : il faudra bien qu'un jour les communistes choisissent.

QUESTIONS ECRITES

de Jean LAURAIN

sur une circulaire du 27 novembre 1979 ayant pour but de réduire de 25 % le volume des subventions allouées aux associations réalisatrices d'actions de formation, à dominante linguistique, destinées aux migrants.

Cette mesure entraînera de sérieuses conséquence à un double titre : d'une part, elle met en cause un secteur associatif qui est en contact effectif avec les migrants et constitue le support d'actions socio-éducatives, d'autre part, elle aggrave la situation d'analphabétisme et accuse le retard déjà pris en la matière.

Certes l'immigration a été suspendue depuis 1974. Mais le nombre des analphabètes est resté important, et les demandes émanant de femmes immigrées augmentent constamment ; les besoins en matière de formation linguistique de base sont donc loin d'être couverts.

de Pierre JOXE

sur la situation des salariés âgés privés d'emploi qui ont épuisé leur droit à indemnisation et qui se sont vu supprimer l'allocation d'aide publique depuis le 1er janvier 1980.

Il lui signale que ces personnes se trouvent dépourvues de toutes ressources tant qu'elles n'ont pas atteint l'âge de la pré-retraite ou de la retraite alors qu'auparavant elles pouvaient bénéficier de l'aide publique sans limitation de durée.

de Christian LAURISSERGUES

sur les conditions de travail dans les Hypermarchés et Supermarchés.

Ces conditions de travail sont imposées en fonction d'heures d'ouverture de magasin ininterrompues de 12 heures ou 15 heures par jour, la fermeture à la clientèle se situant à 22 heures. Cette situation se traduit, pour le personnel en place, par un départ de son lieu de travail à 22 heures 30 au plut tôt.

Une catégorie d'employés est plus particulièrement sensibilisée par ce problème : ce sont les proposées au service caisses. S'agissant d'un personnel essentiellement féminin, les inconvénients en sont ressentis avec d'autant plus d'acuité.

En effet, ces femmes n'ont pratiquement pas de vie de famille et une vie de couple très perturbée. Elles voient peu, ou pas du tout leurs enfants, elles ont de grandes difficultés à trouver une nourrice prête à se plier à leurs conditions d'horaires, sans parler des problèmes de transport la nuit, entre le lieu de travail, souvent hors des villes, et celui de l'habitation.

Les représentants du personnel proposent une solution qui résoudrait, non seulement ces problèmes de « nocturnes », mais encore résoudrait, par voie de conséquence, les longues « coupures » imposées aux caissières. Cette solution serait la suivante : fermeture à 20 heures de tous les magasins, sauf un jour, par semaine, à 22 heures. Actuellement, les directions refusent une telle solution, pour des raisons de concurrence.

RIPOSTE
12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Edition : Gérard Colé
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : Ofres - **Impression** : Gaulier-Paris

RADIOS PSEUDO - LOCALES

Le Parti socialiste dénonce, dans un communiqué publié jeudi «la mise en place des nouvelles radios expérimentales» que le gouvernement a décidé d'installer à Lille, Laval et Melun.

Prise dans la perspective de l'élection présidentielle, et sans aucune concertation, cette décision a surtout pour but de détourner le besoin d'information régionale et locale au profit d'instances qui dépendent directement du pouvoir central.

En confiant à une commission de trois magistrats la responsabilité de l'organisation d'émissions d'expression locale, tout en conservant le pouvoir de nommer et de révoquer à son gré les responsables des programmes, le gouvernement met ainsi en place un système très éloigné de l'expression indépendante libre et décentralisée que proposent les socialistes.

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

de Roger RINCHET (Sénateur)

sur les difficultés grandissantes rencontrées dans les départements à faible densité de population, et particulièrement en montagne, pour lutter contre la désertification de secteurs de plus en plus vastes de leur territoire.

Les menaces de disparition progressive des services publics de base, dont l'école, n'incitent pas les jeunes ménages à rester vivre et travailler au village. Les habitants de ces régions très rudes, en raison du relief de l'altitude et du climat, sont, en outre, pénalisés gravement en raison de l'insuffisance notoire de nombreux services normalement dûs par le ministère de l'Education, tels que les remplacements des maîtres absents, l'enseignement préélémentaire, les groupes d'aide psycho-pédagogique.

Les mesures proposées d'une façon très technocratique par le ministère de l'Education ne feraient qu'aggraver les conditions d'existence dans ces secteurs difficiles où les chiffres et les moyennes n'ont guère de sens.

Comment rendre compatible les projets de suppression de postes avec les nombreuses déclarations gouvernementales sur l'aménagement rural, notamment celles, récentes, du Premier ministre devant les chargés de mission régionaux de la D.a.t.a.r et celles plus anciennes du Président de la République dans son célèbre discours de Valouise ?

• Une soirée-débat sur le thème «**Islam et socialisme**», organisée par l'Institut socialiste d'études et de recherches (I.s.e.r) aura lieu le 8 mai 1980 à 20 h au S.e.i.n, 44 rue de Rennes, Paris 6e. Participants : Maxime Rodinson, Eric Rouleau, Alain Chenal, Lionel Jospin et Jean Pronteau, directeur de l'I.s.e.r.

Parlez de «Riposte» autour de vous
Faites abonner les militants

Télé-P.S.

UNE LIGNE D'ACTION : L'UNION DES FORCES POPULAIRES

UNE STRATEGIE POLITIQUE : L'UNION DE LA GAUCHE

Conférence des P.c européens

Une rencontre partiellement globale

Flanqué du P.c portugais et de quelques partis symboliques, le P.c.f rencontrera à Paris les 28 et 29 avril prochains, les partis communistes des pays de l'Est.

Encore faut-il parmi ces derniers noter deux absents notoires : les Yougoslaves et les Roumains. Ceux-ci ont précisé «qu'en l'absence d'un nombre important de participants, la rencontre ne serait pas de nature à conduire au renforcement de l'unité».

Il n'est pas certain que cette constatation déplaise place du Colonel Fabien. Il est en effet improbable que le bureau politique du P.c.f n'ait pas prévu certaines réticences, voire certains refus.

Georges Marchais a récemment multiplié les voyages à l'étranger : s'il est resté sourd à certains commentaires, il n'a pu ignorer les divergences d'approche dont ses interlocuteurs lui faisaient part.

Aussi faut-il distinguer dans le communiqué publié hier les phrases clés («une telle rencontre correspond à la conception que les communistes français ont de la coopération entre les partis». «Tout donne à penser que les résultats seront très positifs») des formules diplomatiques édulcorantes («l'importante participation d'ores et déjà annoncée témoigne de l'écho qu'elle rencontre». «Une conception adaptée à la diversité existant dans le mouvement communiste»).

Quels sont en effet les «résultats positifs» que le P.c.f est en droit d'espérer de la conférence dont il est un des co-organisateurs, si ce n'est l'approbation de sa position de soutien à la politique internationale soviétique, notamment dans l'invasion de l'Afghanistan ?

Et comment pourrait-il l'obtenir plus aisément qu'en l'absence des P.c qui ont pris une attitude opposée ?

Fidélité au parti «père»

Certes, les observateurs ne manqueront pas de souligner que l'absence des P.c roumain, yougoslave, mais aussi italien, espagnol, britannique, néerlandais, islandais et suédois, marque finalement un isolement du P.c.f dans l'orbite communiste occidentale et méditerranéenne.

Mais dans la stratégie adoptée, cette situation étant irréversible, il s'engouffre et magnifie le seul créneau qui lui reste : le renforcement de sa fidélité au parti «père», face aux parti «frères» qui s'égarent.

Comme l'a souligné François Mitterrand dans une rencontre informelle avec la presse, cette conférence eut été un évènement précisément si les P.c qui ont refusé de venir s'étaient dérangés. Elle ne représente donc qu'une spectaculaire étape d'une politique connue.

Crédibilité économique de Giscard et Barre :

« Rideau ! »

De mal en pis ! Ils avient dit : « janvier forte hausse, tarifs publics relevés, essence plus chère : 1,9 %. Ils ont dit ensuite : « février forte hausse, essence plus chère et bijoutiers en folie : 1,1 % ». Ils disent : « mars forte hausse, médecins sauvages, chemins de fer de plus cher et relèvement des prix des carburants : 1,2 % ».

La suite est facile à deviner. Puisqu'après mars, viendra avril, et encore une forte hausse, après avril, mai et une nouvelle explication par le relèvement des prix des carburants : hausse de 7 centimes du prix de l'essence, du super-carburant du gazole et du fuel domestique.

Le prix du litre à la pompe, en région parisienne passe ainsi, à partir de samedi 0 heure, de 3,35 F à 3,42 F pour le super, de 3,14 F à 3,21 F pour l'essence, de 2,33 F à 2,40 F pour le gazole, et de 1,522 F à 1,592 F pour le fuel domestique.

De qui se moquent-ils ? Ce Barre qui a le culot d'affirmer tranquillement que « la hausse des prix, ce n'est pas l'inflation » comme s'il se croyait encore en haut de sa chaire, ou de pérorer, comme il vient de le faire à l'Assemblée nationale, sur la baisse du pouvoir d'achat qui à ses seuls yeux est devenue une hausse.

Comment osent-ils encore parler de lutte contre l'inflation alors que le rythme annuel de hausse, au vu des trois derniers mois, frôle les 18 % et que, en douze mois, les prix à la consommation ont flambé de 13,7 ?

Que le renchérissement du pétrole et la tension sur les matières premières y soient pour quelque chose, c'est une évidence. Que ces deux évènements soient la cause principale du dérapage inflationniste, non ! Seuls les démagogues au pouvoir osent l'affirmer réduisant la statistique et l'analyse économique à leur degré zéro.

Faire croire à une fatalité

La hausse des prix traduit bien évidemment l'inflation. Mais celle-ci, à l'inverse de ce que Giscard-Barre essaient de nous faire croire est loin d'être une fatalité. Dans ce système économique, dans cette société inégalitaire, c'est presque une nécessité. Nécessité pour redorer le blason financier des entreprises en l'absence et en l'impossibilité d'un consensus social sur le partage des gains de productivité et de la valeur ajoutée.

Nécessité aussi pour « huiler » les rouages sociaux d'une société tellement habitée de privilièges qu'elle est toujours menacée d'exploser et qu'il faut donc donner à chacun l'impression - qui n'est pour la plupart qu'une illusion - qu'il peut tirer son épingle du jeu. A ce jeu pourtant les Français sont du moins en moins dupes.

Les faits et les chiffres ont la tête dure. Les rodomontades de Barre et le silence de Giscard - bien discret ces derniers temps sur le chômage croissant, le trou béant du commerce extérieur ou l'inflation - n'y changeront jamais rien.

Le « meilleur économiste de France » et celui qui l'a nommé accumulent les échecs. Le rideau de fumée se dissipe.

Résumées

Grève dans l'enseignement : très suivie

Quatre-vingt dix pour cent de grévistes dans le primaire et 70 % dans le secondaire, annonce la F.e.n. Les pourcentages de l'enseignement technique n'étaient pas encore connus vendredi à la mi-journée.

La grève a donc été très suivie et est révélatrice de la détermination du corps enseignant.

Jeudi matin, la Commission administrative de la F.e.n avait d'autre part lancé un appel aux centrales syndicales pour réaliser un 1er mai unitaire. Nous apprenons en dernière minute que la C.f.d.t a déjà répondu positivement à cet appel.

La F.e.n a également proposé aux centrales l'organisation d'actions concrètes sur des objectifs précis. Elle a enfin demandé audience aux différents ministres concernés par les revendications de ses mandants, et d'abord à M. Beullac.

C.e.e. Bruxelles : des femmes aussi

Yvette Roudy, présidente de la commission des droits des femmes du Parlement européen, s'étonne de la Commission de la C.e.e (13 membres) ne comprenne aucune femme. Elle demande à ce que trois d'entre elles au moins y entrent à la faveur du renouvellement prévu pour l'an prochain, et si possible une quatrième chargée plus particulièrement de lutter contre les discriminations.

Corse : fraude électorale

Hier, le Tribunal administratif de Nice statuait sur la fraude électorale massive organisée par le Parti communiste aux élections partielles de janvier, dans le premier canton de Bastia. A ces élections, Laurent Crocé, candidat du Parti socialiste, avait obtenu 447 voix et Pierre Giudicelli, communiste, candidat de la municipalité (et bénéficiant de l'engagement total du M.r.g) avait obtenu 1800 voix. La droite avait appelé à l'abstention.

La fraude électorale avait été massive (estimée autour de 800 voix) et multiforme : les assesseurs socialistes avaient été empêchés de contrôler les opérations de vote et même de remplir les procès verbaux !

Le commissaire du gouvernement a conclu à la demande d'annulation et, comme l'a dit le président du tribunal, «son rapport est déterminant». On va donc vers une annulation.

Premier effet de cette nouvelle à Bastia : nombreux coups de téléphone anonymes menaçant de mort le candidat socialiste.

Moscou : olympisme et politique

Violente diatribe de la Pravda après la décision de boycottage des J.o annoncée par le gouvernement de Bonn : «Ils (les Allemands de l'Ouest) introduisent la politique dans les sports et le font de façon délibérée, nuisant aux sports et à la politique...».

On commence, par ailleurs, à connaître les slogans élaborés pour saluer les J.o à Moscou et dans d'autres villes soviétiques. Le premier est tiré d'un discours de Léonid Brejnev : « Les Jeux olympiques reflètent l'invincible marche de l'humanité vers la paix et le progrès ! »

Mais aussi : «Plus vite, plus haut, plus fort», «O, sport, tu es la paix», et encore : «Les Olympiens sont les avant-coureurs de la paix».